

Nomenclature : M  
Imputation :  
Nature :                      Fonction:  
Opération :  
Service :  
N° de mouvement :  
N° du MAPA-S :

**MARCHE PUBLIC PASSE SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE  
(R 2123-4 à R 2123-6, R 2131-12 et R 2131-18 du Code de la commande publique)  
MAPA SIMPLIFIÉ POUR LES FOURNITURES COURANTES ET SERVICES (FCS)**

**Le présent MAPA-Simplifié se réfère au CCAG-FCS arrêté en 2021**

*En **bleu**, les parties à compléter par le candidat.*

## **A – OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation concerne la fourniture de / la réalisation des prestations suivantes :

**Acquisition de fournitures scolaires et de jeux éducatifs pour les écoles maternelles et élémentaires publiques de la Ville de Blois**

Elle est décomposée en 3 lot(s) et fractionnée, comme indiqué ci-après :

N° LOT	OBJET DU LOT	TRANCHE FERME	TRANCHE OPTIONNELLE
1	Papeterie	7 mois	
2	Librairie	7 mois	
3	Jeux / jouets	7 mois	

Durée du marché : 7 mois

Lieu de livraison / lieu d'exécution de la prestation : Écoles publiques de la Ville de Blois

## **B – CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

Délai de validité des offres : Le présent engagement ne vaut que si le marché est attribué par l'autorité compétente dans un délai de 30 jours à compter de la date limite de remise des offres.

☐ Les variantes libres sont autorisées (dans les limites précisées par le Cahier des Charges Techniques)

☐ Les variantes libres sont interdites.

☐ Il est demandé la proposition d'une/de prestations(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) (décrites par le Cahier des Charges Techniques)

## **C – OBJET DU MARCHÉ**

LOT N°1 - Désignation : **Papeterie**

LOT N°2 – Désignation : **Librairie**

LOT N°3 – Désignation : **Jeux / Jouets**

## D – CO-CONTRACTANTS

### D'une part,

La Caisse des écoles désignée ci-après le Pouvoir Adjudicateur, dont le siège social est  
9 Place Saint Louis - 41012 Blois Cedex - ☎ 02 54 44 50 50

Représentée par son Président en exercice ou son représentant dûment habilité,

### Et d'autre part

La société :

Raison sociale :

Siège Social :

Numéro de SIRET :

Inscrite au Registre de Commerce de :

Sous le numéro :

Représentée par :

dûment habilité.

Le candidat se présente ☐ seul / ☐ en groupement d'entreprises [☐ conjoint / ☐ solidaire]

(joindre les habilitations du mandataire formulaire DC1 du MINEFI ou équivalent et le tableau de répartition des paiements le cas échéant : annexe n°1 en dernière page)

Compte ouvert au nom de :

- à la banque :

- Code Banque :

- Code Guichet :

- N° du compte :

- Clé

### OU

- RIB Ci-joint.

## E – CONDITIONS PARTICULIÈRES DU MARCHÉ

### 1 - Définition du besoin / conditions particulières du marché :

☐ A définir ici

☐ voir Cahier des Charges Techniques

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Prix du marché : Le marché est à prix forfaitaire ☐ / Le marché est à prix unitaires ☐

Variation des prix :

☐ Les prix sont fermes actualisables.

Le **mois zéro – M<sub>0</sub>** – est le mois de la signature du présent MAPA simplifié par le titulaire.

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre le **mois zéro (M<sub>0</sub>)** et la date de début des prestations, **pour la tranche concernée**.

Les prix du marché seront actualisés à la date de commencement des prestations suivant la formule suivante :  **$P_n = P_i \times (1 + 3 / I_0)$**  dans laquelle :

- P<sub>n</sub> est le prix actualisé,

- P<sub>i</sub> est le prix initial,

- Io est la valeur connue de l'index à la date de signature du présent MAPA simplifié par le titulaire
- In - 3 est la dernière valeur connue de l'index à la date de début d'exécution des prestations fixée par ordre de service ou notification du marché – 3 mois.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Pour l'actualisation des prix, l'index choisi est : Identifiant 001762264

**Versement d'une avance** : Le présent MAPA simplifié prévoit le versement d'une avance, **lorsque le montant initial du lot le cas échéant, ou du marché, est supérieur à 50 000 € HT et dans le cas où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.**

**Le titulaire du marché peut renoncer à cette avance en cochant la case ci-après** ☐

Service gestionnaire / Interlocuteur dans le cadre de l'exécution du marché : Caisse des écoles

Délai d'exécution du marché (Tranche Ferme): 7 ☐ jours calendaires / ☐ semaines / ☐ mois

☐ à compter de la notification du marché

☐ par dérogation à l'article 13.1 du CCAG-FCS, à compter de la date fixée par l'ordre de service de début des prestations.

☐ par dérogation à l'article 13.1 du CCAG-FCS, à compter de la date fixée par le marché : le .

**2 - Liste des pièces contractuelles** par ordre de priorité décroissante (déroge au 4.1 du CCAG FCS)

- Le présent MAPA simplifié
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ou le Devis (*en cas de marchés à prix unitaires*)
- Le Cahier des Charges Techniques
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021)

**3 – Pénalités de retard** : application des pénalités prévues à l'article 14 du CCAG-FCS

☐ Application des pénalités sans mise en demeure préalable (dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS)

**4 - Conditions d'exécution à caractère environnemental :**

☐ Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de respecter les obligations environnementales suivantes :

Le titulaire devra veiller à minimiser les quantités d'emballage nécessaires à la livraison et à utiliser des matériaux de préférence recyclable ou renouvelable pour le conditionnement.

Le titulaire doit pouvoir produire une déclaration écrite de conformité des emballages utilisés. Cette déclaration de conformité couvre réglementairement ( code de l'environnement article R 543-42 et suivants) les points suivants :

- réduire le nombre d'emballage à la source
- favoriser la réutilisation de l'emballage
- favoriser la valorisation de l'emballage

☐ Le présent marché ne permet pas l'introduction de clauses environnementales (déroge au 16.2 du CCAG-FCS)

**5 – Admission des fournitures/prestations** : Dans les conditions de l'article 30 du CCAG-FCS.

**6 - Différents et litiges** : le tribunal compétent est le Tribunal Administratif d'Orléans – 28 rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans cedex.

## **F- RÉALISATION DES PRESTATIONS – DISPOSITIONS GENERALES**

1. Les fournitures seront livrées sur le périmètre de la Ville de Blois, dans les écoles publiques de la Ville.
2. Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires qui s'appliquent à l'objet du présent marché. Il doit obligatoirement y intégrer pendant toute la durée du marché toutes nouvelles dispositions législatives ou réglementaires, publiées ou d'application prévisible, ayant une incidence directe ou indirecte dans la réalisation de ces prestations. Il sera tenu d'informer la personne publique des incidences de ces modifications dans un délai raisonnable à compter de leur date d'application.
3. Le titulaire est réputé avoir estimé toutes les difficultés inhérentes à l'objet du marché, et avoir effectué toutes les recherches qu'il a jugé utiles pour pouvoir réaliser ses prestations.
4. Toutes les pièces fournies par le candidat sont rédigées en langue française. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.
5. Les offres sont chiffrées en euros €.

## **G- RÈGLEMENT DES COMPTES**

1. Le mode de règlement est le virement par mandat administratif.
2. Le délai maximum de paiement est fixé à 30 jours à compter du point de départ du délai défini à l'article 2 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.
3. Le taux des intérêts moratoires, applicable en cas de retard de paiement, est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.
4. Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

## **H - CESSION DE CRÉANCE – NANTISSEMENT**

1. La personne habilitée à donner les renseignements sur le présent marché est Monsieur le Président de la Caisse des écoles ou son représentant.
2. Comptable assignataire des paiements : Monsieur Jean-Pierre BERNARDIN, Comptable public.

## **I – ASSURANCES**

Dans les conditions de l'article 9 du CCAG-FCS.

Le non-respect de cette obligation expose l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, à une pénalité de 100 € TTC par jour de retard. Le montant de cette pénalité n'est pas plafonné.

## **J - PIÈCES A PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE**

1. L'attributaire du marché (le candidat unique ou chaque co-traitant ou sous-traitant agréé), s'engage à produire dès 5 000 €, à la conclusion du marché, et tous les 6 mois jusqu'à la fin de son exécution, les pièces mentionnées aux articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations fiscales et sociales et organismes compétents.

**A l'attribution du marché, le candidat pressenti sera invité à déposer ces pièces sur la plateforme <https://www.attestations-securisees.fr>** (l'accès à cette plateforme s'effectuant avec les mêmes identifiants que le profil d'acheteur [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)).

Le titulaire recevra, tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution, une invitation à mettre à jour les pièces sur cette même plateforme.

2. La non-production de ces pièces par l'attributaire induit le rejet de son offre ou la résiliation du contrat. Le marché dans ce cas est attribué au candidat arrivant immédiatement après dans l'ordre du classement

## **K – DISPOSITIONS FINANCIÈRES DU MARCHÉ**

**Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.** Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Siret Caisse des écoles de la Ville de Blois
<b>20000509800013</b>

Les prestations sont rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires figurant au Détail Quantitatif Estimatif annexé au présent MAPA.

**MONTANT DU MARCHE<sup>1</sup> - OFFRE DE BASE :**

Lot 1	Montant en € HT	Montant TVA au taux de 20 %	Montant en € TTC
TRANCHE FERME	200 000	40 000	240 000
TOTAL TOUTES TRANCHES	200 000	40 000	240 000

Lot 2	Montant en € HT	Montant TVA au taux de 10 %	Montant en € TTC
TRANCHE FERME	50 000	10 000	60 000
TOTAL TOUTES TRANCHES	50 000	10 000	60 000

Lot 3	Montant en € HT	Montant TVA au taux de 10 %	Montant en € TTC
TRANCHE FERME	50 000	10 000	60 000
TOTAL TOUTES TRANCHES	50 000	10 000	60 000

**Dérogations au CCAG FCS :** E1 déroge au 13<sup>(1)</sup>  
E2 déroge au 4.1  
E4 déroge au 14.1.1<sup>(2)</sup>  
E5 déroge au 16.2<sup>(3)</sup>

**Déclarations/ Attestations sur l'honneur**

Par sa signature du présent Marché simplifié, le candidat individuel ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur,

**a) Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

**b) Lutte contre le travail illégal :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

1 Adapter le tableau à la consultation (lots, tranches, etc.)

(1) Dérogation si choix de début du marché par O.S.

(2) Dérogation si application pénalités particulières ET/OU si non-application de la mise en demeure préalable

(3) Dérogation si pas de clauses environnementales

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

- c) **Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés** : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- d) **Liquidation judiciaire** : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e) **Redressement judiciaire** : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
- f) **Situation fiscale et sociale** : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- g) **Marchés de défense et de sécurité** :
- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
  - avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;
- h) **Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** :
- Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- Avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;
- i) *Que les renseignements fournis dans le formulaire DC2, et ses annexes, sont exacts.*

### Capacités :

Le candidat individuel, ou les membres du groupement, déclarent présenter les capacités nécessaires à l'exécution du marché public ou de l'accord-cadre et produit à cet effet :

*(Cocher la case correspondante)*

☐ le formulaire DC2

☐ les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans le règlement de la consultation.

## SIGNATURES

**NOTA : sauf exception, le présent marché est signé électroniquement par les parties. Dans ce cas, l'encadré ci-dessous n'est pas obligatoirement complété : les dates et les certificats de signature sont attachés ou joints au présent document.**

Signature et cachet du représentant habilité à engager la personne publique*	Nom, signature et cachet du représentant habilité à engager l'entreprise** <i>[joindre le pouvoir le cas échéant]</i>
A Blois, le  Cédric MARMUSE Membre du comité de gestion de la Caisse des écoles	A , le
<i>*Nota: en cas de signature électronique du MAPA par le pouvoir adjudicateur, la date de signature est attachée au certificat de signature joint au présent document.</i>	<i>**Formats autorisés pour l'apposition des signatures électroniques sur les documents devant être signés sont format PAdES préconisé (utilisable uniquement pour les fichiers au format PDF), ou format CAdES ou XAdES (que la signature soit attachée ou séparée)</i>

### **Notification du marché au titulaire (date d'effet du contrat) :**

**- date d'accusé réception de l'envoi dématérialisé par l'intermédiaire du profil d'acheteur**

Extrait du CCAG :

*3.1.2. La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.*

*Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.*

### **Le cas échéant, par exception**

**- En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent contrat »

A .....

Le .....

**Signature**

**- En cas d'envoi en LR AR :**

Coller ci-dessous l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du contrat)



## ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Montant TVA (au taux de ... %)	Montant TTC
<b>Co-traitant 1 (mandataire) :</b> Dénomination sociale :  SIRET : Code APE : N° TVA intracommunautaire :  Adresse :				
<b>Co-traitant 2 :</b> Dénomination sociale :  SIRET : Code APE : N° TVA intracommunautaire :  Adresse :				
<b>Co-traitant 3 :</b> Dénomination sociale :  SIRET : Code APE : N° TVA intracommunautaire :  Adresse :				
<b>TOTAUX :</b>				